

*Pétitions**[Traduction]*

J'ai encore une pétition provenant de la circonscription de Stormont-Dundas, en Ontario, qui demande à la Chambre de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfants et signale que cette mesure privera les familles de 55 millions de dollars d'ici à 1987.

[Français]

J'ai également, monsieur le Président, une pétition de la circonscription fédérale de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, au Québec, demandant au gouvernement de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt, coupures qui enlèvent aux Canadiens 55 millions de dollars pour 1987.

M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe): Monsieur le Président, il m'est également agréable de déposer une pétition émanant de ma circonscription de Richmond-Wolfe dans laquelle sont particulièrement intervenues les membres du Cercle des fermières de la municipalité et communauté de Ham-Nord qui déplorent encore là le geste cruel du gouvernement à l'endroit de la désindexation des allocations familiales.

J'ai également un certain nombre d'autres pétitions qui poursuivent le même objectif, à savoir qu'on s'élève énergiquement contre le fait de mettre de l'avant une mesure aussi discriminatoire à l'endroit des familles. Et ces pétitions me viennent en particulier des circonscriptions fédérales de Victoria, de Brampton-Georgetown, en Ontario, d'Hochelaga-Maison-neuve, au Québec, de Saint-Hyacinthe, au Québec, encore, de la circonscription fédérale de Northumberland, en Ontario, et finalement, de la circonscription fédérale de Saint-Jacques. Chacune de ces pétitions est signée par plusieurs dizaines de commettants et tous déplorent la désindexation des allocations familiales.

[Traduction]

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition dont les signatures ont été recueillies par les Femmes qui contestent le budget fédéral. Les pétitionnaires s'opposent à la désindexation des allocations familiales et prient le gouvernement de retirer cette proposition au plus tôt.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de citoyens des villes de Bancroft, Lindsay, Fenelon Falls, Orillia et Woodville, qui sont tous membres du Conseil ouvrier du district de Lindsay. Les pétitionnaires prient le gouvernement de retirer la proposition qui permettrait de considérer les indemnités de retraite au même titre que les salaires aux fins de la Loi sur l'assurance-chômage.

[Français]

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DU CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions, mais je suis persuadé que vous ne voudrez pas que je les dépose toutes aujourd'hui pour permettre à tous mes amis de le savoir.

Monsieur le Président, mes premières pétitions sont celles de ma circonscription et je vais vous épargner, je vais en déposer une bonne partie de gens qui s'opposent carrément à la décision du gouvernement de couper dans l'augmentation des allocations familiales et qui demandent au premier ministre de ne pas se servir des enfants pour réduire son déficit.

Monsieur le Président, j'ai une série d'autres pétitions qui sont de gens qui ne sont pas de ma circonscription mais qui, étant donné qu'ils voudraient absolument se faire entendre, désirent que leur voix soit inscrite en désaccord sur la position du gouvernement conservateur contre la désindexation des allocations familiales. Des gens de Regina-Ouest, de la circonscription de La Prairie. Ces gens-là m'ont demandé spécialement de mentionner qu'eux aussi étaient en désaccord.

J'ai une autre pétition de gens qui sont en désaccord, des circonscriptions de Joliette et de Saint-Hyacinthe-Bagot, ces gens-là sont en désaccord sur la décision du gouvernement.

Et pour terminer, monsieur le Président, j'en ai une de la circonscription de Montmorency-Orléans et une autre de la circonscription de Calgary-Est en Alberta.

Demain, il me fera plaisir de déposer des pétitions en provenance de Gatineau.

• (1530)

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition qui vient de la circonscription de Saint-Michel-Ahuntsic. On sait que notre collègue de Saint-Michel-Ahuntsic (M^{me} Killens) a subi un malheureux accident. Nous lui souhaitons, j'en suis certain, au nom de toute la Chambre, un prompt rétablissement. Mais je me fais un devoir de déposer une pétition de sa circonscription.

Je me fais un devoir de déposer aussi une pétition de ma circonscription de Montréal-Saint-Denis.

J'ai aussi l'honneur de déposer une pétition des circonscriptions de Longueuil et de Rosemont. Des gens qui font une demande pressante au très honorable premier ministre (M. Mulroney) afin de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant, des gens qui d'ailleurs se questionnent, à savoir pourquoi on peut avoir 56 millions de dollars pour de nouveaux uniformes et qu'on ne peut pas avoir 55 millions de dollars pour la pleine indexation.

Je dois aussi déposer, et je me fais un plaisir de le faire, une pétition de la part de gens qui veulent se prévaloir de leurs droits anciens et incontestés de présenter ce même grief venant de la circonscription fédérale de Terrebonne.

Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de déposer, au nom d'un certain nombre de citoyens, très considérable d'ailleurs, de la circonscription de Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, qui veulent aussi se prévaloir de ce même droit et qui, eux aussi, font une demande pressante auprès du très honorable premier ministre afin de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant.

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député connaît nos pratiques. Il y a longtemps qu'il est à la Chambre. Je l'invite à terminer en suivant la procédure qui convient.